

Nous mettons à disposition une récente correspondance qui rentre dans le cadre des discussions autour du livre [Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme](#) plutôt que de la seule question de l'État-réseau parce qu'il est important de préciser les réalisations pratiques de ce dernier pouvant étayer nos thèses.

Le 28/05/2014

Suite à une discussion avec un vieux copain spécialiste des questions de Droit, je me pose la question de comment faire tenir ensemble, d'un côté l'existence d'une réelle (réelle en tout cas pour lui qui a regardé ça de près) intervention de l'État dans le cadre des « abcd » de l'égalité et de l'autre la théorisation qu'on a produite au moment du supplément sur l'État n'est plus éducateur, d'un État qui n'interviendrait plus qu'au coup par coup, dans le cadre d'une simple gestion sans volonté politique particulière. Car il y a bien là une stratégie. Le passage à l'État-réseau n'est pas qu'une dissolution de l'État-nation dans la globalisation et le marché, les FMN etc, mais il est sûr que cette intervention là n'est pas non plus celle de type souverainiste ; elle me semble s'opposer aux tentatives d'imposer une éducation « citoyenne » telle que les Chevènement et autres Mélenchon la concevaient ou la conçoivent encore.

Cela rejoint mes précédentes interrogations sur notre analyse du passage de l'État-nation à l'État-réseau. C'est une discussion qui peut prolonger notre précédent échange à propos de l'État il y a de ça une quinzaine de jours et qui de toute façon est en résonance avec notre édito du n°17 sur « la politique du capital » (je mets entre parenthèse pour le moment, le fait que je n'ai toujours pas répondu aux remarques de Bernard sur le sujet).

Bien à tous,

Jacques Wajnsztein

---

Le 29/05/2014

Bonjour,

L'interrogation de JW sur l'exemple de l'intervention de l'État dans l'éducation par le biais des modules « ABCD » sur l'égalité F/H m'a incité à relire l'article-éditorial « Sur la politique du capital ». Je n'y ai pas trouvé de contradiction majeure avec le livre [Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme](#), mais plutôt un champ laissé ouvert à un approfondissement de notre analyse sur le passage de l'État-réseau à l'État-nation. Je m'en tiens dans ce qui suit à la seule question soulevée par JW : la stratégie étatique des ABCD ne viendrait-elle pas

contredire notre analyse sur « l'État-nation n'est plus éducateur » ? Cf. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article106> Comment l'interpréter ? Je rappelle que cet article, écrit en 2000 suite à nos interventions dans les grèves de l'enseignement primaire, peut être considéré comme la première expression de ce que nous nommerons ensuite « l'État-réseau ».

Comme l'État-nation a pu être un État-stratège (et l'être puissamment), l'État-réseau peut aussi être un État-stratège. Mais il l'est à sa manière, c'est-à-dire en créant ou en activant des groupes et des organisations qui seront les opérateurs d'une action politique et idéologique particulière. Son action passe beaucoup moins par les médiations institutionnelles du système éducatif (inspections, rectorats, directions des établissements, formation des maîtres, administration des carrières, évaluations, etc.) bien qu'elle ne s'y oppose pas mais cherche plutôt à la déborder. Son action passe davantage par la mobilisation de réseaux ad hoc, de groupes et d'individus-relais. Il s'agit d'une stratégie de type « campagne » politique et morale, une action de néo « agit-prop » en quelque sorte (En 1954, Mendès-France avait anticipé avec sa campagne sur « Un verre de lait pour tous les élèves, le matin, à l'école »).

Cette campagne ABCD a été préparée par une fraction minoritaire de l'appareil d'État (Ministère du Droit des femmes) avec des experts qui, associés aux différents lobbies particularistes, aux groupes genristes et à certaines associations « citoyennes », vont ensuite la programmer dans l'organisation de l'école, dans son emploi du temps, dans ses méthodes pédagogiques, etc. La position du Ministère de l'EN, qui a ici une fonction de régulation et de contrôle de la stratégie, a induit des conflits d'intérêt politique dans la gouvernance étatique du pouvoir socialiste.

La campagne a commencé par une phase dite expérimentale sur quelques académies, puis après évaluation, l'action est généralisée à l'ensemble de l'éducation nationale. Mais ce passage de l'expérimental particulier à la généralisation n'implique pas pour autant que la stratégie genriste de l'État-réseau y a gagné une dimension d'universalité. C'est en cela d'ailleurs que les modules ABCD, comme JW le souligne, ne peuvent pas être interprétés en termes « d'éducation de la nation » en terme d'institution (et « d'instituteurs »). Il s'agit d'une formation particulière et particularisée donnée par des formatrices et des formateurs particuliers, même s'il s'agit de salariés fonctionnaires de l'État-nation...réticularisé. Remarquons ici au passage que si les établissements de l'enseignement secondaire étaient autonomisés (comme le sont les universités depuis la loi LRU qui recrutent et gèrent tous leurs personnels) cette tension entre universalité du fonctionnaire de l'éducation nationale (l'ex noble Instituteur de la Nation) et particularité de sa fonction de formateur serait en partie levée. Ce type d'action-campagne idéologique contribue d'ailleurs à cette (probable ?) autonomisation des établissements (sur le modèle anglo-saxon par exemple).

à suivre ce soir

J.Guigou

---

Le 29/05/2014

Je poursuis ces réflexions :

Qu'il y a bien stratégie de l'État-réseau dans cette action ABCD et qu'il s'agit d'une stratégie de particularisation du rapport social, d'autres éléments viennent le corroborer :

- L'égalité, dans la tradition républicano-démocratiste se voulait porteuse d'universalité ; l'école publique devait y contribuer. On sait comment cela s'est passé ! Or, ici, les pédagogies mises en œuvre dans les modules ABCD ont davantage une visée particulariste puisqu'elles se réfèrent aux genres (et à ses diverses théories) et non plus au sexe. À l'universalité de la différence sexuelle entre les femmes et les hommes vient se substituer la particularité des genres et toutes ses combinaisons possibles (cf. Les queer par exemple). Il y a comme une homologie politique et stratégique entre la forme (réticulaire et connexionniste) prise par la campagne ABCD et les contenus idéologiques qu'elle diffuse. Tout cela fonctionne (ou dysfonctionne) comme une opération étatico-idéologique qui vient couvrir des « cibles à former » : des enfants (encore bien trop déterminés par leur sexe !). À former et non plus à éduquer. (Cf. mes critiques de la formation et notamment « La formation rejouée », Temps critiques n° 14, 2006 <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article168> ).

- L'État-nation n'est pas, bien sûr, absent dans ces dispositifs. Il régule les éventuels mouvements du négatif ; il évalue les effets « culturels » ; il délègue « des missions » à ses experts ; il fait le coaching de ses relais syndicaux et associatifs. Il peut parfois avoir recours à La Loi de l'Institution (celle de l'instruction obligatoire, celle du monopole de la délivrance des diplômes nationaux, etc. ), mais c'est un scénario de fiction puisque c'est par le contrat et le cas par cas qu'il agit... car il ne lui reste plus grand chose à administrer en tant qu'État-nation... délité. L'exemple récent de la « Journée de la jupe » vient illustrer ces pratiques de coaching étatique des réseaux et des groupes d'action particularistes. L'initiative de cette manifestation (calamiteuse et peu suivie malgré le battage médiatique) a été prise par des lycéennes et des lycéens membres (majoritaires) de Commissions académiques « Égalité H/F dans l'éducation » ; commissions rectorales, rassemblant aussi des enseignants, des inspecteurs, des délégués de parents, des formateurs des nouvelles Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ex IUFM) , etc. Il y a là un mode emblématique d'interventions stratégiques de l'État-réseau : monter une campagne de pub idéologique ; faire « un coup »...

Ces fragments d'histoire récente montrent que le passage de l'État-nation à l'État-réseau n'a aucun caractère d'automatisme ni de progressivité, ni de continuité. C'est plutôt un processus discontinu de buissonnement, de surgissement de multiples ramifications mais des rameaux d'un arbre donc le tronc et les racines se craquèlent de toutes parts; à terme l'arbre a disparu, il s'est transformé en vastes bois de grands buissons... Bien sûr, comme nous l'avons plusieurs fois relevé, la puissance des États dans le niveau I (celui du capitalisme du sommet) s'exerce principalement sous la forme réseau en lien avec les autres formes de puissance, alors que dans le niveau II (celui de leur économie et territoires propres), elle le fait d'abord sous la forme nation. Mais cette remarque est à dialectiser puisque l'opération ABCD se veut nationale et qu'elle se réalise en mode réseau et connexion.

À suivre

J.Guigou